

voter tout le peuple mexicain sur la question de savoir, par OUI ou par NON, au moyen du suffrage universel, s'il veut une République ou une Monarchie. Il ne faudrait jamais accepter la proposition d'un vote quelconque avant que nous ne soyons à Mexico et que vous ayez vous-même établi un gouvernement de votre choix, car sans cela nous risquions d'être dupe de quelque escamotage...

Il revenait sur cette idée le 17 décembre 1862 :

La seule politique à suivre est de marcher sur Mexico, d'y installer un gouvernement des hommes les plus honorables que vous choisirez vous-même, et ensuite, de faire voter par le suffrage universel, le peuple mexicain, sur la forme du gouvernement à établir.

Le 14 février 1863, il reprenait son idée, en y ajoutant à peine un léger correctif :

Il faut qu'à Mexico vous soyez le maître sans en avoir l'air ; il faut vous créer vous-même un gouvernement provisoire dans lequel Almonte pourra trouver sa place au milieu d'hommes énergiques et probes. Une fois la tranquillité rétablie, il faudra consulter la nation, soit par une espèce de suffrage universel, soit en faisant nommer un congrès par ces moyens révolutionnaires dont le Mexique a la tradition et l'habitude...

Plus tard, le 14 avril 1863, il traçait à grands traits au commandant en chef la conduite générale à suivre. Après lui avoir conseillé « d'agir avec promptitude et énergie », afin de « frapper l'imagination des Mexicains par des coups redoublés, car l'échec de Puebla et les neuf mois de temporisation nous ont fait perdre beaucoup de notre prestige », il lui dictait

les principales déclarations de son manifeste, et ajoutait : « Lorsque ces mesures, et d'autres semblables, » auront pu être prises, et *qu'on aura répandu dans le pays mes intentions et fait connaître le but de l'intervention, on pourra alors consulter la Nation* » de la manière que vous jugerez la plus convenable. »

Issu du suffrage universel, Napoléon III se montrait ici fidèle à son origine, en recommandant d'en appeler au suffrage universel. S'il ajoutait un correctif en disant « une espèce de suffrage universel », il y avait là, non point un abandon du principe, mais une concession faite à des impossibilités matérielles. Les registres de l'état civil étaient fort mal tenus au Mexique, par conséquent, des difficultés insurmontables s'opposaient à ce que l'on fabriquât une liste générale des électeurs. En outre, on n'occupait encore qu'une partie du pays. Mais l'Empereur répète sans cesse le mot de Nation : c'était donc la nation qu'il fallait consulter et non point seulement quelques notabilités choisies uniquement dans la capitale.

De plus, la pensée de l'Empereur était bien claire : il ne voulait pas de précipitation, pas de vote « escamoté » à quelques individualités, groupées sous un nom pompeux, et réunis à la hâte en quelques jours. Il tenait à ce qu'un gouvernement provisoire commençât par rendre au peuple mexicain l'apparence de son autonomie et de la liberté ; puis, à l'abri de cet ordre de choses, on devait faire peu à peu pénétrer dans le pays entier ses intentions, c'est-à-dire son désir de voir la nation mexicaine recouvrer son indépendance sous un gouvernement qu'elle choisirait elle-même.

Mais les longues temporisations avaient sans doute donné au général en chef aussi bien qu'à notre ministre plénipotentiaire le désir d'en finir et de paraître triompher entièrement sans plus attendre. Un second décret, affiché le 18 juin sur les murs de Mexico, nommait membres de la junte supérieure de gouvernement :

MM. PAVON (Ignacio), ancien président de la Cour suprême, sous les présidences de Santa-Anna et de Miramon;

DIAS DE BONILLA (Manuel), ancien ministre de Santa-Anna et de Miramon;

ARRILLAGA (Basilio), prêtre de l'Ordre des Jésuites;

LARES (Theodosio), ancien ministre de Miramon;

MIRANDA (Xavier), prêtre, ancien ministre de Miramon;

AGUILAR Y MAROCHO, ancien ministre de Santa-Anna;

ANDRADE (Jose-Maria);

ARRIOLA (Jose), prêtre;

ARROGA (Jose), secrétaire général des Affaires étrangères, sous Miramon;

CASTILLO Y LANZAS, ministre de Miramon;

CERVANTES (Miguel), général;

AMABLE (Jose);

ARRANGO Y ESCANDON;

BLANCO (Santiago), général, ministre de la guerre, sous Santa-Anna;

CRISPIN DEL CASTILLO;

MARIN (Théophile), ministre de Miramon;

MIRANDA (Manuel), négociant espagnol;

MONTOYA, général;

MALDONADO (Juan), ministre des Finances, sous Miramon;

MM. DOMINGUEZ (Mariano), ancien directeur des Douanes;
MANGINO (Fernando), représentant du Mexique en France, sous Santa-Anna;

MORAN (Antonio), ancien directeur au Ministère de la Justice, sous Miramon;

MORA Y WILLAMIL, général;

MONTJARDIN;

MUÑOZ Y MUÑOZ;

ORTIGOZA (Jose-Lopez);

ROJAS (Gerardo);

SEPULVEDA (Ignacio), ancien juge;

SOLLANO (Jose), prêtre;

TEJADA (Manuel);

TOVAR (Urbano), secrétaire du Trésor, sous Miramon;

VERGARA (Pablo);

WOLL (Adrien), Français, fait général mexicain par Santa-Anna;

VELASQUEZ DE LEON (Joaquin), ingénieur des mines;

XIMENEZ (Manuel), médecin.

Tous appartenèrent au parti qui avait combattu Juarez; tous, à l'exception d'un seul, habitaient Mexico, et ne représentaient par conséquent que la capitale.

Réunis, pour la première fois, le 21 juin, ils constituèrent comme gouvernement provisoire un triumvirat composé de :

M. le général ALMONTE;

Mgr LABASTIDA, archevêque de Mexico;

M. le général SALAS.

Les deux suppléants, désignés conformément au décret, furent :

Mgr ORMEACHEA, évêque de Tulancingo, et M. PAVON.

Le général Almonte devenait, par son rang d'élection, président du nouveau gouvernement.

Depuis quinze mois déjà, il occupait la scène politique. Arrivé à Vera-Cruz à la suite des premières troupes françaises, il s'était, ainsi qu'on l'a vu, proclamé, dès le début, chef suprême de la nation. Dépouillé de cette fonction, d'ailleurs purement nominale, par le général Forey, il attendait son heure, comptant sur les sympathies qu'il avait laissées aux Tuileries, et sur les événements qui devaient, tôt ou tard, lui donner un rôle prépondérant dans les affaires de son pays.

Né en 1809, Juan Nepomucène Almonte passait pour être le fils de l'abbé Morelos, l'un des promoteurs de l'Indépendance mexicaine. Celui-ci emmenait l'enfant avec lui pendant l'insurrection, et l'envoyait en lieu de sûreté à *la montagne (al monte)* lorsqu'il avait à combattre ; de là lui serait venu son nom. Son père l'avait doté, dès son enfance, du grade de colonel, ainsi qu'un héritier de race royale.

Almonte apparaît pour la première fois sur la scène politique pendant la révolution de 1828, lorsque Santa-Anna et Guerrero se soulevèrent contre le président élu, Pedraza. Guerrero, proclamé président, nomma le jeune Almonte secrétaire d'ambassade à Londres. Il y resta quatre années.

Rentré au Mexique, il fit, en 1836, la campagne du Texas, comme aide de camp du général Santa-Anna.

En 1839, Bustamante le nomma ministre de la Guerre.

Santa-Anna, devenu président, l'envoya comme ministre du Mexique aux États-Unis. Parédes, qui

n'occupa le pouvoir que quelques mois, le nomma en la même qualité à Paris ; mais, au lieu de se rendre à son poste, Almonte s'arrêta à la Havane, pour conspirer avec Santa-Anna le renversement de Parédes. La révolte de Guadalajara leur permit à tous deux de rentrer au Mexique, et Santa-Anna le prit pour son ministre de la Guerre. Néanmoins, lors des hostilités contre les États-Unis, Almonte se lia avec Juarez et les députés progressistes, qui furent les plus vifs adversaires de Santa-Anna.

Après la paix, il se porta candidat à la présidence. Battu par le général Arista (1850), il se tint quelques années à l'écart. Miramon, proclamé président en 1859, le nomma ministre auprès de la France et de l'Espagne. C'est alors qu'il signa à Paris avec M. Mon, ambassadeur d'Espagne, le règlement de toutes les difficultés pendantes, — et qu'il trouva à la cour de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie l'accueil bienveillant et sympathique, d'où devaient sortir les projets d'intervention française et de rétablissement de la monarchie.

D'un caractère doux, de manières affables et distinguées, ambitieux, très intelligent, et sachant dissimuler avec une habileté extrême, Almonte était expert en intrigues politiques : il ne se piquait point de fidélité exagérée.

Tel était l'homme qui prenait la responsabilité du pouvoir, comme il avait pris celle d'appeler les étrangers dans son pays.

Après lui venait l'archevêque de Mexico. Mgr Labastida, dont on disposait sans son assentiment, puisqu'il habitait Rome depuis trois années, était un pré-

tre jeune, actif, insinuant, d'une volonté tenace, et inféodé par sa position et ses idées au parti clérical intransigeant.

Quant au troisième membre du triumvirat, le général Salas, doyen des généraux mexicains, c'était un vieillard de soixante-douze ans. Président intérimaire de la République pendant un mois en 1846, il n'apportait au gouvernement d'autre force que son honnabilité, et il ne pouvait donner que sa signature.

Mgr Ormeacha remplaça Mgr Labastida jusqu'à son retour.

Le 29 juin, la Junte supérieure nomma deux cent quinze notables, qu'elle s'adjoignit aussitôt pour former l'assemblée, à laquelle était remis le droit de décider quel gouvernement serait donné au Mexique. Tous étaient naturellement choisis parmi les partisans de l'intervention, dans le parti réactionnaire. Ce semblant de congrès, qui ne représentait en réalité que le général Almonte et M. Dubois de Saligny, se réunît au Palais national le 8 juillet, et, après avoir décerné la présidence à M. Theodosio Lares, se forma en comité secret pour délibérer. L'appel nominal constata la présence de 231 membres.

Le 10 juillet, à midi, s'ouvrit la seconde séance publique. M. Aguilar donna lecture d'un rapport qui, après avoir établi que le système républicain avait été la cause de tous les maux dont souffrait le Mexique, présentait la monarchie comme seule capable de les réparer, et de refréner la démagogie. Il se terminait par les propositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — La nation adopte pour forme de

gouvernement la monarchie tempérée, héréditaire sous un prince catholique.

ART. 2. — Le souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique.

ART. 3. — La couronne impériale du Mexique est offerte à S. A. I. le prince Ferdinand-Maximilien, archiduc d'Autriche, pour lui et ses descendants.

ART. 4. — Dans le cas où, par des circonstances qu'on ne peut prévoir, l'archiduc Ferdinand-Maximilien ne prendrait pas possession du trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. l'Empereur Napoléon III pour qu'il désigne un autre prince catholique à qui la couronne sera offerte.

Mis aux voix, ces articles furent successivement adoptés, le premier par 229 voix contre 2, le second et le troisième à l'unanimité, le quatrième par 222 voix contre 9.

Il faut avouer que ce dernier article dépassait en maladresse tout ce qui avait été fait jusqu'ici. Comment ne comprit-on ce qu'il y avait de honteux pour une nation qu'on disait indépendante de s'en remettre à la volonté d'un souverain étranger, et, d'autre part, ce qu'il y avait de particulièrement désagréable pour Napoléon III de lui donner ainsi, vis-à-vis du Mexique, l'apparence d'un maître qui veut exercer une tutelle absolue, alors qu'il la repousse de toutes ses forces ?

Après cet acte de servilisme, l'assemblée fit un acte de courtoisie : elle vota des remerciements à l'Empereur des Français pour la protection accordée par lui à la nation mexicaine. Elle eût dû s'en tenir là.

La séance était à peine terminée que la nouvelle des résolutions votées se répandait par la ville. Et

aussitôt les rues de Mexico s'emplissent de bruit, de tumulte. La population, joyeuse de tout changement, n'ayant aucune raison de regretter le passé, n'en ayant point encore de redouter le présent, se livre à des démonstrations bruyantes qu'on peut interpréter comme une adhésion spontanée. Le gouvernement provisoire saisit cette occasion, et fait publier immédiatement la proclamation de l'Empire.

Le lendemain, il entre en fonctions, et son premier soin est de faire chanter un *Te Deum* dans la cathédrale. C'est par là, paraît-il, que débutent tous les gouvernements.

Le général Forey croyait avoir merveilleusement accompli sa mission, et M. Dubois de Saligny se flattait d'être enfin arrivé au but, en faisant proclamer l'empire de Maximilien, suivant les ordres de Napoléon III, mais c'était leur tour d'être le jouet d'illusions : le réveil ne se fit point attendre.

Les rapports détaillés sur la prise de Puebla étaient arrivés en France dans les derniers jours de juin, en même temps que le télégraphe de New-York y transmettait la nouvelle de l'entrée de nos troupes dans Mexico. Succès tardifs, trop péniblement et trop chèrement achetés pour faire oublier les échecs subis et les inquiétudes éprouvées.

Sans doute, l'Empereur, harcelé sans relâche par l'opposition, luttant contre les impressions défavorables de presque tout le pays contraire à la guerre, apprit avec bonheur des résultats qui arrêtaient pour quelque temps les clameurs hostiles. Ce n'était point ce qu'il avait rêvé : ce n'était point ce qu'on lui avait promis. Aussi, après avoir sacrifié à M. Dubois de

Saligny et l'amiral Jurien de la Gravière et le général de Lorencez, reconnut-il enfin l'erreur dans laquelle on l'avait fait tomber.

Il ne s'était pas rendu tout de suite, et, dans sa confiance absolue aux dires de notre ministre, il avait cherché mille explications spécieuses pour les faits qui sans cesse venaient la battre en brèche. Cependant il ne pouvait méconnaître la sincérité de l'amiral Jurien de la Gravière, et déjà il lui rendait justice en le nommant son aide de camp, et en le maintenant à la tête de l'escadre française. Puis, plus tard, lorsqu'il apprit, non pas l'échec du 5 mai, qu'il attribua à la seule maladresse du général de Lorencez, mais les difficultés de toutes sortes rencontrées par nos armes, sa foi en M. Dubois de Saligny commença à faiblir. Quand enfin il vit que malgré les 36,000 hommes envoyés au Mexique, les populations, loin de se soulever, loin de nous acclamer, se préparaient à une résistance sérieuse ; que le second siège de Puebla se poursuivait long et meurtrier, et qu'il fallait plus d'une année à une véritable armée française, non pas même pour soumettre tout le pays, mais pour s'emparer de deux grandes villes, il comprit combien il avait été trompé par ceux en qui il avait placé sa confiance. Cette fois, la preuve était faite : il ordonna le rappel immédiat de M. Dubois de Saligny.

Cette disgrâce punissait le ministre maladroit, mais elle ne réparait rien, par malheur. Quant au général Forey, il n'avait satisfait qu'à demi Napoléon III. On lui avait tout accordé, les hommes, le matériel, l'argent, et il avait perdu de longs mois dans l'inaction ; puis, devant Puebla, il avait montré peu de coup d'œil

militaire et peu de décision. Sans le général Bazaine, le siège se fût peut-être éternisé dans cette guerre des cadres qui causait tant de pertes sans procurer grand résultat. Lui aussi fut rappelé, mais sa bravoure ses bonnes intentions, plus encore que ses services, le protégèrent contre une disgrâce ouverte; l'Empereur l'éleva à la dignité de maréchal, et trouva dans cette haute récompense un prétexte honorable à lui retirer son commandement.

C'est avec bonheur, lui écrivait-il le 16 juillet 1863, que j'ai appris l'entrée de mes troupes à Mexico, et maintenant je pense que la résistance ne sera plus sérieuse. Quand ma lettre vous parviendra, il y aura trois mois que Mexico est en notre pouvoir, je considère donc comme terminée l'expédition militaire.

Dans cette circonstance, je crois inutile que vous prolongiez votre séjour au Mexique.

Un maréchal de France est un trop gros personnage pour le laisser se débattre dans des intrigues et des détails d'administration.

Je vous autorise donc, dès que vous le jugerez convenable, à déléguer tous vos pouvoirs au général Bazaine, et à revenir en France jouir de vos succès et de la gloire légitime que vous avez acquise.

Saligny doit être, je pense, déjà parti; s'il ne l'était pas, vous l'amèneriez avec vous. J'enverrai d'ici un ministre plénipotentiaire...

Il ne faudrait pas prendre dans leur sens rigoureux tous les termes de cette lettre, et croire que l'Empereur conservait encore des illusions sur sa conquête. Non, il avait hâte de voir rentrer en France le maréchal Forey, dont il redoutait la faiblesse en matière politi-

que, et pour ne pas lui donner des raisons de rester, il se plaisait à répéter après lui que l'expédition militaire était terminée.

Il savait bien que l'entrée à Mexico ne nous donnerait pas tout le pays; il le prévoyait dans une lettre du 14 avril 1863, où l'on trouve ce passage: « Dès que vous serez à Mexico, ayez des colonnes mobiles de quinze cents à deux mille hommes, dont la moitié pourrait être composée de Mexicains, pour occuper Morelia, Guadalajara et San-Luis. Il faudrait occuper les ports de la côte, comme Tampico et surtout Matamoros, qui peut nous mettre en relation avec l'Amérique du Sud... » Il ne rappela pas un seul bataillon.

Il comptait sur l'énergie et l'habileté du nouveau commandant en chef, le général Bazaine, et il avait hâte de lui voir prendre en mains la direction militaire et politique.

Lorsqu'il apprit la singulière façon dont on avait réuni un congrès, le vote de ce congrès et la composition du gouvernement provisoire, ses appréhensions augmentèrent. Il n'est pas téméraire de penser qu'à ce moment, il aurait bien voulu avoir en face de lui, au Mexique, un gouvernement quelconque, autre que celui de Juarez avec lequel on avait refusé d'entrer en relation avant la guerre et avec lequel on ne pouvait traiter après la victoire, pour terminer une entreprise qui n'avait offert ni les facilités promises ni donné les avantages espérés.

Malheureusement les choses n'étaient plus entières, et il fallait continuer à marcher dans la voie où le vote du congrès nous avait engagés. Toutefois l'Empereur ne le considéra pas comme un vote définitif; tout au

plus consentit-il à le regarder comme une indication. On verra dans sa lettre du 12 septembre ce qu'il en disait : « La nomination hâtive (de l'archiduc Maximilien) a eu le grand tort de ne pas paraître, en Europe, l'expression légitime des vœux du pays. »

Dès le 30 juillet, de Vichy, il exposait avec la plus complète franchise sa pensée au nouveau commandant en chef¹.

Vichy, 30 juillet 1863.

Mon cher général,

Par le dernier courrier, j'ai donné l'ordre au maréchal Forey de rentrer en France, dans la pensée que celui qui avait dirigé les opérations militaires jusqu'ici ne devait pas présider à l'organisation du pays.

Je vous ai investi de la double autorité militaire et diplomatique, persuadé que vous avez tout ce qu'il faut pour mener à bien une entreprise à la réussite de laquelle vous avez eu une grande part.

Le maréchal Forey vous aura communiqué, je pense, mes instructions; elles consistent à appeler à soi les

1. Sur cette correspondance secrète, voici ce que nous disions dans la première édition de cet ouvrage : « Cette lettre est la première de la série de correspondances confidentielles que l'Empereur adressa au général Bazaine. Comme toutes celles que nous reproduisons dans la suite de ce récit, elle est inédite : nous la copions sur l'original même. Ces documents sont d'une importance capitale, car ils n'ont point les inconvénients des pièces officielles où la vérité est toujours plus ou moins déguisée, ils en ont les avantages en ce sens que leur authenticité ne saurait être mise en doute. Par là, nous avons l'inestimable avantage de pouvoir donner au lecteur la pensée vraie de l'Empereur, comme, grâce au même procédé, nous donnerons aussi celle du ministre de la guerre et des divers personnages mêlés à la question du Mexique. »

hommes honorables de tous les partis, *établir un gouvernement provisoire qui consulterait la nation sur la forme du gouvernement définitif, protéger l'établissement d'une monarchie, si cela est d'accord avec le vœu du plus grand nombre.*

Organiser le pays militairement et sous le rapport financier et administratif. Ne point faire de réaction. Ne point revenir sur la vente des biens du clergé. Enfin tâcher de pacifier le pays, en employant surtout des troupes mexicaines dans ce but. J'ai déploré les arrêtés de Forey au sujet de la confiscation des biens des hommes hostiles, et *j'ai peur que le triumvirat nommé à Mexico ne soit trop réactionnaire.*

A cette distance il est bien difficile de donner des instructions précises, car c'est sur les lieux seuls qu'on peut juger de l'état des choses. Je me borne donc à vous dire que je vous laisse libre d'agir comme vous l'entendrez le mieux pour établir au Mexique un gouvernement stable qui régénère ce beau pays.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mon amitié.

NAPOLÉON.

Le général Bazaine, malgré les ordres de l'Empereur ne devait pas prendre tout de suite la direction des affaires. Le maréchal Forey, qui ne comprenait point les motifs de son rappel, et M. Dubois de Saligny, qui s'expliquait mal les raisons de la mesure prise contre lui, n'étaient nullement pressés de partir, et ils retardèrent en effet leur départ plusieurs mois encore, sous divers prétextes.

Pendant ce temps, une députation nommée par le Congrès se rendait en Europe, auprès de l'archiduc Maximilien, pour lui faire part du « *vœu de la nation* », tandis que le gouvernement provisoire, de concert avec

les Français, s'efforçait de préparer les voies à une restauration monarchique. Il s'était intitulé « *Régence de l'Empire* » et déclarait gouverner au nom de *Maximilien I^{er}, empereur du Mexique*.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉGENCE